L'ÉTINCELLE

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

La Poste
Paris 11e-20e

Lundi 22 mars 2021

Au moins six vaccins et zéro solution ?

TÉLÉCHARGEONS L'APPLICATION #STOPCAPITALISME

Et un, et deux, et trois confinements ! Même les supporteurs du gouvernement ne savent plus vraiment comment justifier les mesures prises dans le cadre de l'épidémie. Après le « stop and go », le « pas de confinement » et les promesses avortées d'un plan massif de vaccinations, le Premier ministre vient d'annoncer une nouvelle vague de mesures dont personne ne comprend vraiment la logique. L'épisode grotesque sur l'attestation obligatoire de deux pages – puis, finalement, pas nécessaire – est une parfaite illustration. Vite une aspirine !

Macron a beau s'essayer à la poésie et déclarer que « le maitre du temps, c'est le virus », on voit clairement que ses choix politiques ne sont pas seulement guidés par celui-ci. Ce qui apparaît comme une belle cacophonie est en fait structuré par une volonté, celle de maintenir les profits des grandes entreprises coûte que coûte.

Un an après le premier confinement, l'heure des bilans

Les 250 morts quotidiens d'aujourd'hui, plus d'un an après l'apparition du virus, sont le résultat d'une politique. Même la Cour des comptes, pourtant grande prêtresse des « économies » dans les services publics, dénonce le nombre insuffisant de lits « de soins critiques ». En fait de grandes mesures pour l'hôpital, le gouvernement a continué sa politique d'austérité en pressurant au maximum les travailleuses et travailleurs de la santé. Véran peut dire qu'« on ne forme pas un infirmier en un an », il oublie d'expliquer pourquoi les démissions, arrêts maladie et dépressions augmentent chez les soignants. La même langue de bois est à l'œuvre quand il s'agit de discuter de la catastrophe sociale en cours.

La France est le pays d'Europe à avoir donné le plus d'argent aux entreprises (155,36 milliards), surtout les grandes (celles qui annoncent des milliers de licenciements), alors que la précarité et la pauvreté explosent. Les queues augmentent devant les soupes populaires, des milliers d'étudiants ne mangent pas à leur faim, et les filles et fils d'ouvriers qui ne sont pas inscrits à la fac mais survivaient à coup de petits « jobs » n'ont plus aucun revenu depuis des mois.

L'État n'y peut rien, faute de moyens ? Mais il ne regarde pas à la dépense quand il se laisse racketter par les labos pharmaceutiques qui facturent 60 euros à la Sécu pour chaque test salivaire, devenu obligatoire dans les écoles – et, mesquinerie supplémentaire, facturés un euro aux profs eux-mêmes ?

Les navrants du gouvernement

Des militants du théâtre de l'Odéon ont clamé leurs revendications pendant la grand-messe des Césars. Une manifestation « navrante » pour la ministre de la Culture. Quelle horreur, des gens qui revendiquent ! Alors que de plus en plus de théâtres sont occupés par les intermittents du spectacle, le gouvernement répond par le silence devant une lutte qui pourrait faire tache d'huile. Ce qui les fait trembler, c'est la crainte d'une multiplication des mouvements.

La lutte : un vaccin libre de droits

Le mouvement des intermittents du spectacle, les débrayages dans l'automobile et les manifestations contre les licenciements montrent la voie à suivre pour obtenir les mesures sanitaires et économiques qui devraient s'imposer. Il faut une réduction du temps de travail, des embauches dans les services essentiels, l'interdiction des licenciements, une augmentation générale des salaires et des vraies mesures contre l'épidémie. Si nous sommes encore contraints par les mesures de contrôle, c'est que les gouvernants respectent avant tout les profits des laboratoires pharmaceutiques. Quand l'heure devrait-être à la mise en commun des recherches et au développement massif de la production de vaccins, Macron et son monde défendent les profits plutôt que nos vies. Une injection massive de luttes s'impose plus que jamais.

À quand le vaccin anti-réorg ?

Dans sa frénésie pour faire passer son mauvais plan, la direction ne s'embarrasse pas du reconfinement, alors qu'il y aurait besoin de nouvelles mesures pour travailler moins. Au lieu de ça, elle a déjà affiché les nouveaux quartiers mixtes et laisse traîner les nouveaux casiers ETF partout.

Il faut mettre un coup de frein à la fièvre des réorg !

La Poste reine de la précarité

Nos collègues en apprentissage ou intérim se demandent ce qu'ils vont devenir avec les 13 suppressions d'emplois annoncées dans le 11e.

Forcer La Poste à embaucher en fixe tous ceux qui le veulent, c'est la seule voie !

Pas d'embauches, pas de pub

Des montagnes de pub s'amoncellent sur nos quartiers... Mais l'alpinisme, on le préfère dans les Alpes !

La direction fait tout trier à coups d'heures supplémentaires. Et elle espère que les facteurs vont passer ce que les collègues de Mediapost peinaient déjà à distribuer dans les temps ?

C'est pas la tournée des popotes

Le numéro 2 de La Poste a débarqué à Paris 20 vêtu d'un gilet de facteur. Comme s'il était l'un d'entre nous ! Ce spécialiste des suppressions d'emploi avait fermé l'usine PSA d'Aulnay avant d'arriver à La Poste pour y continuer son sale boulot.

Tous ensemble !

Mardi 16 mars, 250 postiers se sont rassemblés devant le siège de La Poste pour protester contre la nouvelle vague de réorganisations au courrier.

Chez nous, comme ailleurs, ces réorganisations sont parmi les pires que nous ayons connues depuis dix ans. La direction supprime des jours de repos, nous isole dans des îlots et cherche à bouleverser nos horaires, en multipliant les tournées en mixte.

Puisque nous sommes tous concernés, pour obliger La Poste à reculer, c'est bien tous ensemble qu'il faudrait lutter.

Sans blague ?

Dans sa lettre aux gardiens, La Poste annonce que 70 « points de proximité facteurs » vont être créés sur Paris. Il s'agit en fait des îlots pour la mixte.

Elle prétend vouloir « revitaliser les quartiers » et « désengorger la circulation » avec « moins d'émission de CO_2 » !

Elle voudrait se faire passer pour le chevalier vert, défenseur de l'écologie. Mais qui va croire à ce conte pour enfants ?

Une deuxième ligne de front

Le gouvernement a promis une prime aux travailleurs qu'il appelle de « deuxième ligne », c'est-à-dire ceux qui ont travaillé pendant les confinements. Mais aucune contrainte sur les patrons, et, même quand elles seront versées, ces primes seront exemptées de cotisations sociales.

Les 1 000 euros promis l'an dernier aux « premières lignes » avaient fondu comme neige au soleil le temps d'arriver sur les fiches de paye. Certains secteurs, comme les transports, n'ont rien eu. Pas question de se laisser berner une deuxième fois.

Si Macron jette cette poudre aux yeux, c'est qu'il craint nos revendications de travailleurs de première, deuxième ou troisième ligne : 300 euros d'augmentation par mois pour tous !

Ikea : l'espion qui venait du froid

L'entreprise est accusée par la justice d'avoir mis en place un vaste système d'espionnage de ses salariés. Certains cadres fouillaient leur vie privée avec la complicité de policiers. Pour éliminer les « mauvais sujets » à l'embauche ou les licencier pour leur engagement syndical, leurs opinions politiques ou leur profil contestataire. Les sales méthodes patronales ont la peau dure !

JO Paris 2024 : la face sombre de la médaille

Le futur village olympique à Saint-Ouen accueillera des athlètes de toutes nationalités en vue des Jeux olympiques de 2024. Pour leur dérouler le tapis rouge, qu'importe qu'il faille fermer un foyer de travailleurs migrants : 224 d'entre eux doivent ainsi déménager d'ici le 5 avril. Le bras de fer dure depuis un an, et un comité de résidents s'est monté. L'accord de relogement laisse au moins 46 personnes sur le carreau… alors même que certains d'entre eux travaillent sur les chantiers des JO.

Imp. Spé. NPA. Ne pas jeter sur la voie publique.